



Rubrique: Faillites

Sous-rubrique: Etat de collocation et inventaire

Date de publication: SHAB 05.07.2023

Publications supplémentaires: KABGE 05.07.2023

Date de fin de visibilité prévue: 05.07.2028

Numéro de publication: KK04-0000035037

Entité de publication

Office des faillites de l'Etat Genève, Route de Chêne 54, 1211 Genève 6

Etat de collocation et inventaire MABANI SA

Débiteurs:

MABANI SA
CHE-477.743.262
Rue du Rhône 118
1204 Genève

Remarques juridiques:

Le créancier qui conteste l'état de collocation parce que sa production a été écartée en tout ou en partie ou parce qu'elle n'a pas été colloquée au rang qu'il revendique intente action contre la masse devant le tribunal du lieu de la faillite, dans les 20 jours qui suivent la publication du dépôt de l'état de collocation. S'il conteste une créance ou le rang auquel elle a été colloquée, il dirige l'action contre le créancier concerné.
Publication selon les art. 221, 249 et 250 LP.

Délai de contestation de l'état de collocation: 20 jours

Fin du délai: 25.07.2023

Lieu de dépôt des documents:

Office cantonal des faillites, route de Chêne 54, case postale, 1211 Genève 6

Contact pour la plainte:

Cour de justice, Chambre de surveillance des OPF, place du Bourg-de-Four 1, case postale 3108, 1211 Genève 3

Contact pour l'action en contestation:

Tribunal de première instance, rue de l'Athénée 6-8, case postale 3736, 1211 Genève 3

Remarques:

Pour tout renseignement:
Groupe 5 + 41 22 3888905
F20180197

But : activité d'une entreprise générale de construction; prestations d'architecture, de conseil et de management de projet; opérations immobilières, montage d'affaires, développement et gestion de projets; conseils et études dans le domaine de la construction et des services y afférents; acquisition, détention, gestion, exploitation, vente et aliénation d'immeubles, commerce, importation et exportation, distribution, représentation et promotion de produits relatifs à la construction et à l'immobilier, à l'exclusion de toutes opérations prohibées par la LFAIE (cf. statuts pour but complet).